



Siège social : 190 Fond de Bondry à 1342 Limelette

Adresse de contact : 40 rue Henri Lemaître 5000 Namur – **Tél** : 0476.906.365

Site : <http://www.iddweb.eu/> – **E-mail** : philippe.defeyt@skynet.be

Les dépenses alimentaires des belges

par Philippe DEFEYT - avril 2020

« A la moindre alerte sociopolitique internationale, les gens vidaient les magasins et remplissaient leurs placard. C'est juste que, durant les 30 à 40 dernières années, nous n'avons plus vécu cela. »
Bernard Rimé¹

La question alimentaire fait partie de la crise que nous traversons: déplacements de repas et de consommation de boissons de l'HORECA vers le domicile, intérêt important pour le "sec" et succès des aliments surgelés, constitution de stocks (la ruée sur les magasins des débuts de crise), hausse des prix, pour certains produits en tout cas, difficultés dans le secteur de l'aide alimentaire, augmentation des ventes de certains équipements (machines à pain, congélateurs), (re)découverte par beaucoup de consommateurs des circuits courts, un rappel de l'importance des saisonniers.

Si on ne sait pas encore comment évolueront ces comportements après le déconfinement, l'alimentation fait l'objet depuis quelques années d'analyses, de propositions de changements structurels et de démarches (circuits courts, montée du bio, etc.) qui, dans le cadre du défi climatique et des enjeux de biodiversité, ne sont pas près de s'arrêter.

Dans ce contexte, cette Analyse de l'Institut pour un Développement Durable propose une mise en perspective des dépenses alimentaires dans la consommation des ménages belges. Cette mise en perspective démarre, pour certains indicateurs en tout cas, en 1960, début d'une longue période qui va voir des gains de productivité énormes, l'ouverture des marchés à l'international (OMC, GATT...), la mise en place de la PAC avec ses versions successives, la diminution drastique de l'emploi agricole et une augmentation de la part des aliments vendus transformés.

NB : Les consommations alimentaires dont question ci-après sont hors boissons (sauf mention contraire).

Quelques indicateurs contextuels

Le lecteur trouvera ci-après trois indicateurs contextuels illustrant ces évolutions de long terme :

1. Le premier graphique rappelle la chute de l'emploi agricole depuis 1960. On assiste à un recul de 130.000 unités de l'emploi agricole entre 1960 et 1980, soit en moyenne environ 6.500 emplois en moins par an. Entre 1980 et 2010 le recul annuel moyen se situe entre 1.500 et 2.000 emplois par an. Contrairement à la représentation dominante, l'emploi agricole s'est stabilisé depuis quelques années autour de 56.000 unités.

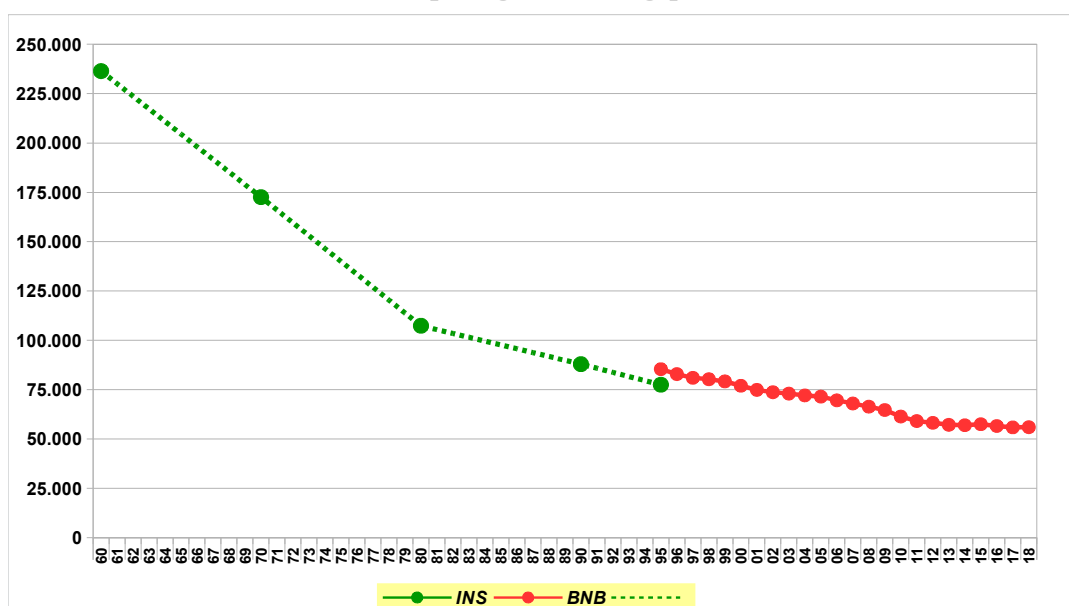
Note méthodologique : Entre 1960 (estimation) et 1995 l'emploi est l'emploi (indépendant, salarié et aidant) permanent (Source : *Annuaire statistique de l'INS*). A partir de 1995 il s'agit de la série produite dans le cadre des Comptes nationaux. Cette dernière série intègre l'emploi saisonnier.

2. Le graphique suivant montre que, sur le long terme (2002 et 2019), les exportations de Produits alimentaires, boissons et tabac ont augmenté plus vite que les exportations totales ; il en va de même pour les importations.

Note méthodologique : Il s'agit ici des exportations et importations de produits alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac.

¹ Interview, Le Soir, 14-15 mars 2020, p.3.

Évolution de l'emploi agricole – Belgique – 1960-2018

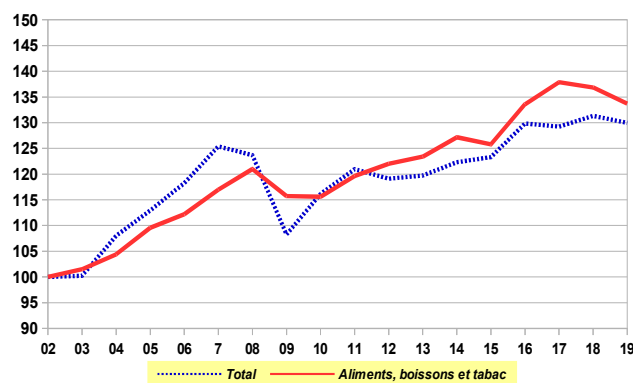
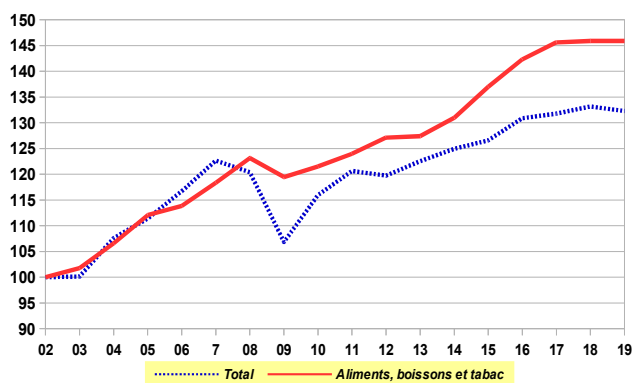


Sources : NBB.Stat et Stat.Bel (dont Annuaire statistiques de l'INS) – Calculs et estimations : IDD

Produits alimentaires, boissons et tabac – Exportations et Importations en volume – 2002-2019 – 2002=100

EXPORTATIONS

IMPORTATIONS



Source : Eurostat – Calculs : IDD

3. Le tableau suivant illustre l'évolution des rendements agricoles entre 1960 et la période 2014-2018 sur base de trois cultures emblématiques. L'augmentation des rendements est énorme, même si ce n'est pas vraiment une surprise.

Note méthodologique : Il s'agit de moyennes sur 5 ans.

Évolutions des rendements de trois cultures emblématiques – Vers 1960, vers 1990 et 2014-2018 Belgique – 100 kg/ha

Cultures	Vers 1960	Vers 1990	Évolution 90/60	2014-2018	Évolution 18/90	Évolution 18/60
Froment de printemps	34	46	33%	56	24%	65%
Betteraves sucrières	387	574	48%	847	48%	119%
Pommes de terre hâtives	175	241	38%	370	54%	111%

Source : Stal.Bel (dont Annuaire statistiques de l'INS) – Calculs : IDD

Revenus, pouvoir d'achat et dépenses alimentaires

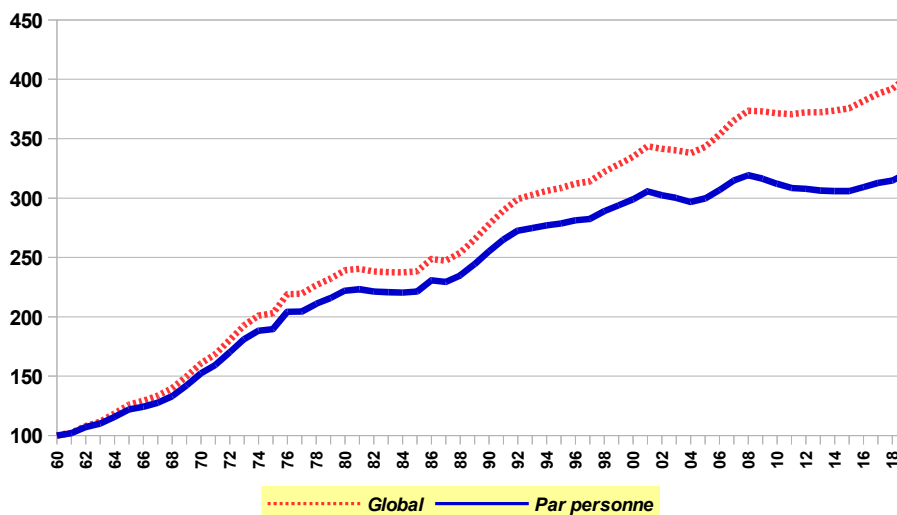
Les évolutions de long terme de la consommation alimentaire en volume et de sa place dans le budget des ménages ont été portées par l'incroyable augmentation du pouvoir d'achat et du niveau

de vie.

Le graphique suivant reproduit l'évolution du pouvoir d'achat global et par tête depuis 1960.

Note méthodologique : Pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat l'évolution du revenu disponible à prix courants a été divisée par l'évolution du déflateur de la consommation privée. Comme le montre l'Annexe, le déflateur a augmenté moins vite que l'indice des prix à la consommation, en particulier entre 1970 et 1995.

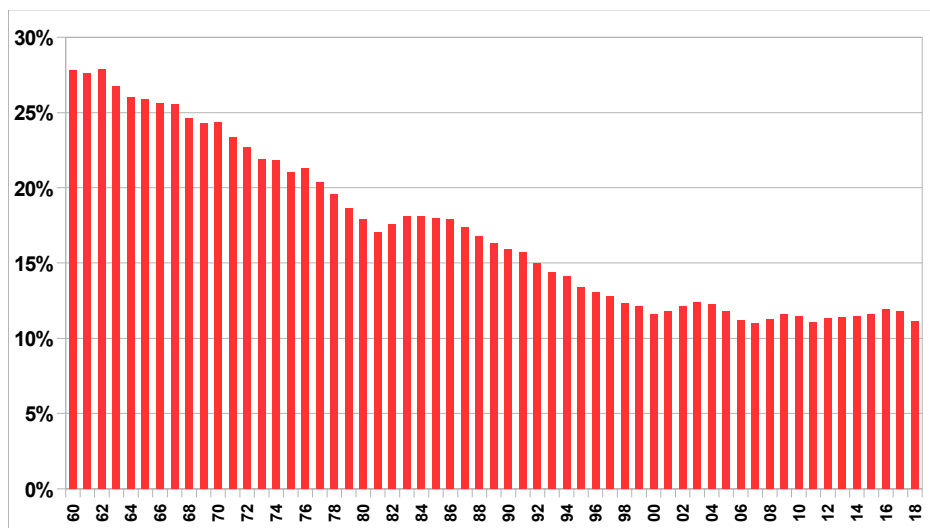
Évolution du pouvoir d'achat des belges – Global et par tête – 1960-2019 – 1960=100



Sources : NBB.Stat et Stat.Bel (dont Annuaire statistique de l'INS) – Calculs et estimations : IDD

Comme annoncé par la théorie économique, une telle augmentation du niveau de vie conduit à un recul de la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages, ce que confirme le graphique suivant. Cette part est passée de 27,8% en 1960 à 11,1% en 2018. On constate néanmoins que cette part est plus ou moins stable autour de 11% depuis l'an 2000.

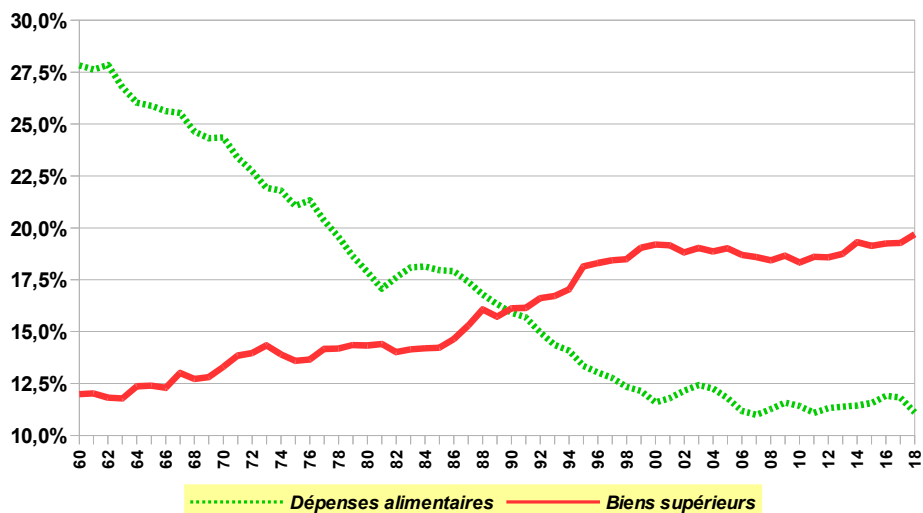
Part des dépenses alimentaires dans les dépenses des ménages – 1960-2018



Sources : NBB.Stat et Stat.Bel (dont Annuaire statistique de l'INS) – Calculs et estimations : IDD

Fort classiquement la baisse des dépenses alimentaires dans le budget des ménages a permis de dégager des moyens croissants pour les biens dits supérieurs (ici = Loisirs, culture, HORECA et dépenses à l'étranger), comme le montre le graphique suivant ; la relative stabilisation de la part des dépenses alimentaires depuis le tournant du millénaire s'est accompagnée d'une stabilisation de la part des biens & services dits supérieurs.

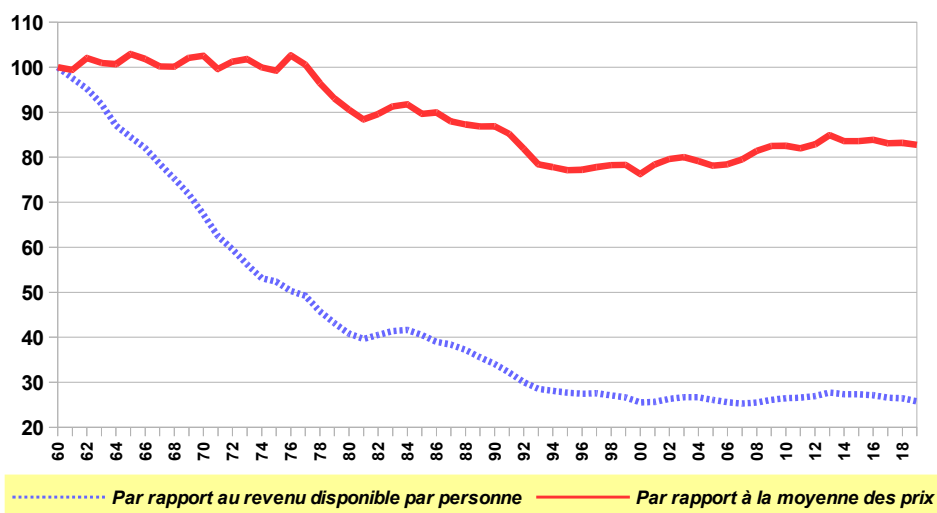
Part des dépenses alimentaires et des biens et services supérieurs dans le budget des ménages – 1960-2018
Biens et services supérieurs = Loisirs, culture, HORECA et dépenses à l'étranger



Sources : NBB.Stat et Stat.Bel (dont Annuaire statistique de l'INS) – Calculs et estimations : IDD

L'évolution de la part des dépenses alimentaires – baisse marquée puis stabilisation – est le résultat conjoint des évolutions du revenu disponible par tête (dont la croissance depuis le tournant du millénaire est tendanciellement très faible) et des prix relatifs. Le graphique suivant montre l'évolution relative des prix alimentaires par rapport à l'évolution du revenu disponible par tête et par rapport à l'évolution des prix à la consommation. On peut observer que les prix des produits alimentaires ont augmenté plus vite que moyenne des prix à la consommation depuis le tournant du millénaire jusqu'en 2012-13 ; depuis lors les évolutions de prix sont tendanciellement semblables.

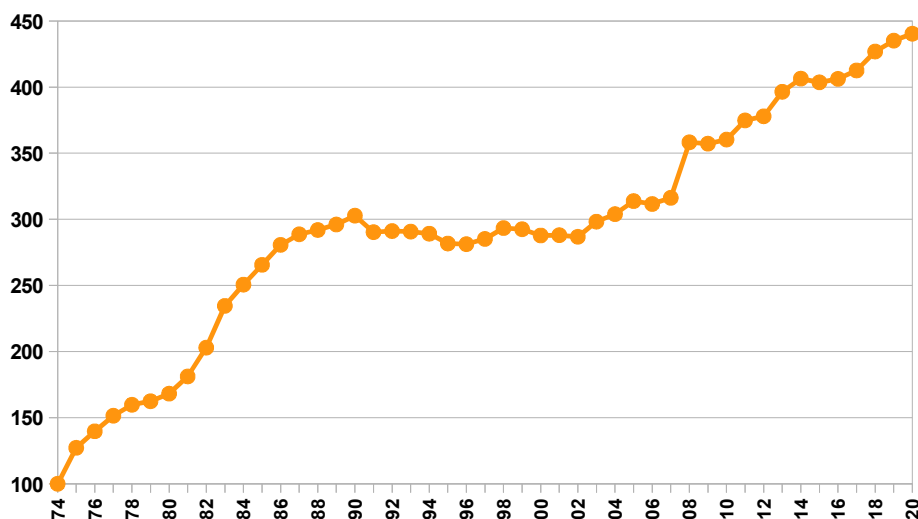
Évolution (relative) des prix alimentaires versus les évolutions du revenu disponible par tête et de la moyenne des prix à la consommation – 1960-2019



Sources : NBB.Stat et Stat.Bel (dont Annuaire statistique de l'INS) – Calculs et estimations : IDD

Le graphique suivant – illustratif – montre l'évolution du prix des yaourts entre 1974 et 2020. Constat dont on n'a plus mémoire : le prix (nominal!) est resté quasiment stable entre la fin des années 80 et le début du millénaire. Les prix de beaucoup d'autres produits alimentaires ont eux aussi connu des périodes plus ou moins longues de stabilité, ce qui contribue à expliquer le recul des prix relatifs observé sur le graphique précédent.

Prix des yaourts – 1974-2020 – 1974=100

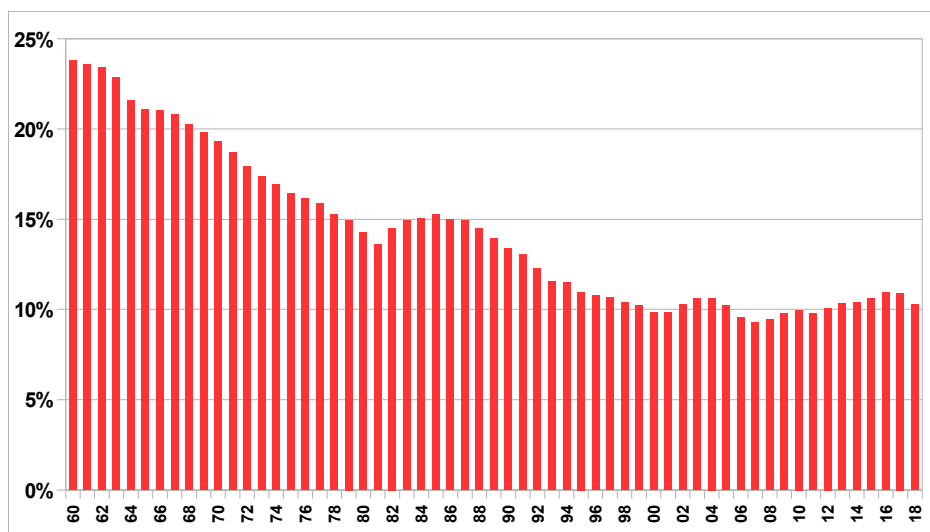


Source : Stat.Bel – Calculs et estimations : IDD

Ce diagnostic doit être complété.

D'abord en montrant que, suite à la baisse tendancielle du taux d'épargne, la part des dépenses alimentaires dans le revenu disponible des ménages est passée de 9,3% en 2007 (minimum historique) à 10,9% en 2017 ; le recul en 2018 du poids des dépenses alimentaires dans le revenu total a interrompu cette hausse.

Part des dépenses alimentaires dans le revenu disponible des ménages – 1960-2018



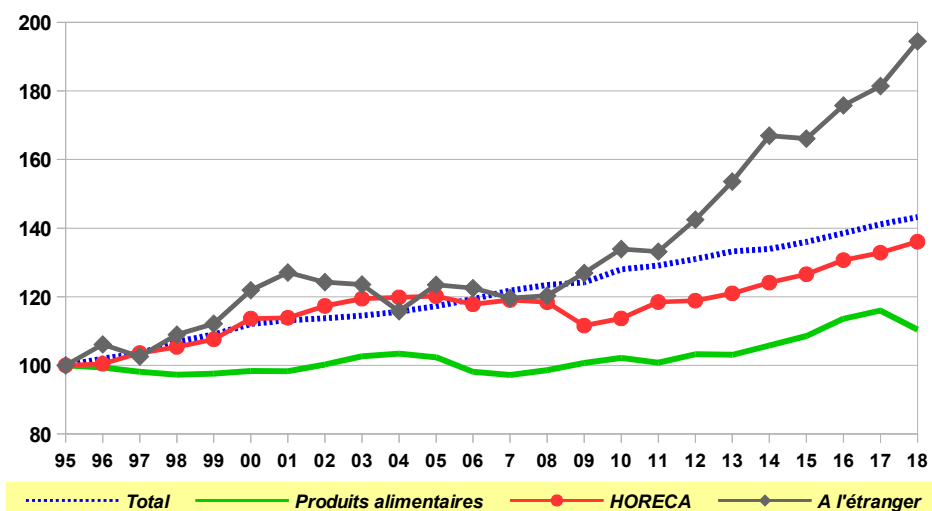
Sources : NBB.Stat et Stat.Bel (dont Annuaire statistique de l'INS) – Calculs et estimations : IDD

Par ailleurs, comme le montre le graphique suivant, une part croissante des dépenses alimentaires est désormais assurée via les restaurants et les dépenses à l'étranger, deux consommations qui ont augmenté plus vite que les dépenses alimentaires. Deux remarques méthodologiques :

- il n'est pas possible, à ma connaissance, d'isoler les dépenses alimentaires proprement dites dans les dépenses dans les restaurants et à l'étranger, autrement dit de répondre à la question : quel serait l'équivalent en dépenses alimentaires achetées dans la distribution des repas pris dans les restaurants et lors de séjours à l'étranger ? ;
- les dépenses à l'étranger concernent surtout les séjours touristiques (voir tableau ci-après) mais aussi les achats transfrontaliers que l'on sait orientés à la hausse².

² Voir, par exemple : <https://www.lalibre.be/economie/placements/16-000-emplois-perdus-ici-parce-que-les-belges-font-leurs-courses-a-l-etranger-5a6f3c63cd7083db8bd60ca8>

*Évolutions en volume des dépenses restaurants/café et à l'étranger
et comparaison avec les évolutions des dépenses alimentaires et globales – 1995-2018 – 1995=100*



Source : NBB.Stat – Calculs : IDD

Nombre de séjours à l'étranger – X 1.000

	2000	2008	2015	2016	2017	2018
Voyages de 1 à 3 nuits	1.684	2.163	3.404	4.393	4.077	5.100
Voyages de 4 nuits et plus	6.391	7.373	8.100	10.041	9.378	10.526

Source : Stat.Bel – Calculs : IDD

La structure des dépenses alimentaires

La structure des consommations alimentaires a bien sûr bougé au cours du temps. Le tableau de la page suivante détaille l'évolution de cette structure à partir des Enquêtes sur le budget des ménages depuis celle de 1978-79.

Quelques observations majeures :

- un recul de la consommation de pains et petits pains de 8,4% à 6,3% du total des dépenses alimentaires
- un effacement de la part du beurre et de la margarine de 4,7% à 1,6%
- le fort recul des viandes et produits à base de viande de 36,3% à 22,3%
- une montée en phase des céréales (0,5% à 1,2%), des fruits frais et surgelés (6,0% à 8,2%) des pommes de terre et produits à base de pommes de terre (de 1,9% à 2,8%), des fruits secs (de 0,2% à 1,0%)
- un quasi doublement de la part des produits de la mer de 3,9% à 6,8%
- un plus que triplement de la part du budget alimentaire consacrée aux plats préparés de 2,6% à 8,0%.

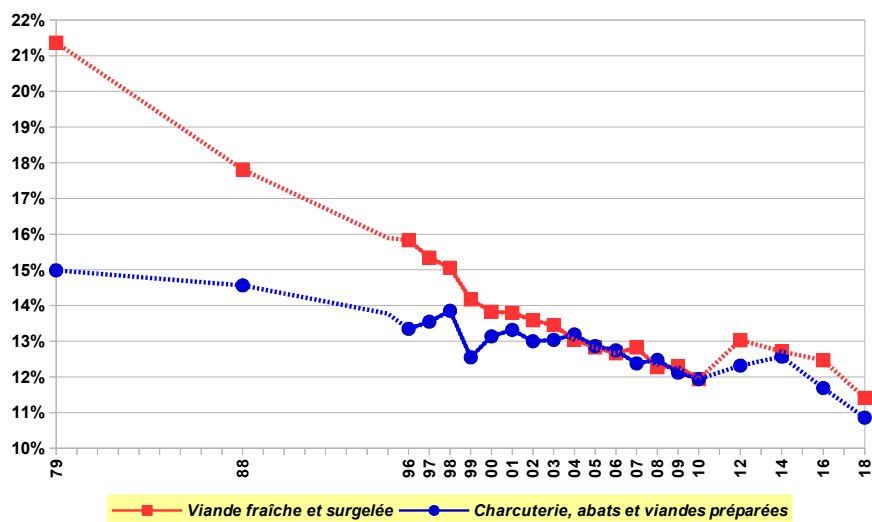
Attention : les écarts temporels entre les colonnes ne sont pas les identiques. C'est pour cela qu'on propose ci-après (p.8) trois graphiques montrant des évolutions importantes/significatives avec la bonne échelle temporelle. Une conclusion générale : l'essentiel des glissements structurels se sont opérés avant l'an 2000, mais il y a des exceptions ; par exemple : la part du pain et des petits pains a continué à reculer.

Évolution de la structure des dépenses alimentaires – En % du total des dépenses alimentaires

Libellé	78-79	87-88	95-96	96-97	97-98	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2012	2014	2016	2018
Riz et flocons de riz	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
Farines et semoules	0,4	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Pâtes alimentaires	0,5	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9
Pains et petits pains	8,4	7,8	7,8	7,7	7,4	7,3	7,4	7,4	7,4	7,0	7,4	7,3	7,0	7,0	7,1	7,2	6,9	6,9	6,7	6,6	6,3
Couques, pâtisseries, biscuits	6,9	7,3	7,3	7,3	7,3	7,5	7,4	7,4	7,2	7,0	7,5	7,4	7,4	7,6	7,5	7,5	7,3	7,7	7,2	6,9	6,8
Céréales, fécule, couscous...	0,5	0,7	1,0	1,0	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,3	1,3	1,4	1,3
TOTAL	16,9	16,9	17,3	17,2	17,1	17,4	17,3	17,2	17,0	16,5	17,6	17,3	17,0	17,4	17,6	17,7	17,3	17,4	16,8	16,8	16,3
Viande fraîche et surgelée	21,4	17,8	15,8	15,3	15,1	14,2	13,8	13,8	13,6	13,4	13,0	12,8	12,7	12,8	12,3	12,3	11,9	13,0	12,7	12,5	11,4
Charcuterie, abats et viandes préparées	15,0	14,6	13,3	13,5	13,9	12,5	13,1	13,3	13,0	13,0	13,2	12,9	12,7	12,4	12,5	12,1	11,9	12,3	12,6	11,7	10,9
TOTAL	36,3	32,4	29,2	28,9	28,9	26,7	27,0	27,1	26,6	26,5	26,2	25,7	25,4	25,2	24,7	24,4	23,9	25,3	25,3	24,2	22,3
TOTAL Poissons et crustacés	3,9	4,6	6,6	5,5	5,9	5,9	6,1	6,0	5,7	5,8	5,5	5,9	6,0	6,0	5,8	6,1	6,0	6,4	6,3	6,4	6,8
Lait et produits laitiers, sauf fromages	4,7	4,9	5,4	5,3	5,3	5,4	5,5	5,4	5,6	5,5	5,7	5,5	5,3	5,6	5,8	5,8	5,5	5,1	5,3	5,3	5,2
Fromages	5,2	6,5	6,7	7,0	6,8	7,1	7,0	6,9	7,1	6,8	7,0	6,8	6,6	6,5	6,8	6,9	7,0	6,7	7,0	6,5	6,7
Oeufs	1,4	1,2	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0	0,9	0,9	1,0
TOTAL	11,3	12,6	12,9	13,1	12,9	13,2	13,2	13,2	13,4	13,0	13,3	13,0	12,7	12,9	13,4	13,5	13,3	12,8	13,1	12,6	12,9
Beurre	2,8	2,0	1,2	1,3	1,2	1,0	1,1	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0
Margarine	1,9	1,2	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6
Graisses alimentaires	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huiles	0,5	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8
TOTAL	5,5	3,8	3,0	3,2	3,1	2,8	2,8	2,6	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,4	2,4	2,3	2,4	2,3	2,2	2,4
Fruits frais et surgelés	6,0	6,6	6,3	6,5	6,8	6,3	6,2	6,4	6,4	6,9	6,6	6,8	6,9	6,8	7,1	7,0	7,3	6,2	6,8	7,5	8,2
Fruits en conserves	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Fruits séchés et confits, noix	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,9	1,0
TOTAL	6,6	7,3	7,0	7,2	7,5	7,1	6,9	7,1	7,2	7,7	7,3	7,6	7,7	7,6	7,9	7,8	8,2	7,0	7,8	8,6	9,5
Légumes frais	5,5	5,4	5,3	5,1	5,4	5,7	6,0	5,8	6,3	6,1	5,6	6,1	6,3	6,1	6,0	5,8	6,3	5,8	6,5	6,8	6,8
Légumes surgelés	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Légumes en conserves / secs	1,3	1,4	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
Pommes de terre	1,9	1,8	2,7	2,1	2,1	2,5	2,3	2,4	2,4	2,4	2,6	2,5	2,7	2,8	2,7	2,6	2,7	2,9	2,7	2,9	2,8
TOTAL	9,0	8,9	9,4	8,6	8,9	9,5	9,5	9,6	10,1	9,8	9,4	9,8	10,2	10,1	9,9	9,6	10,3	10,0	10,7	11,3	11,3
Sucre	1,0	0,8	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Miel, confiture et compote	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8
Chocolat, crème glacée, confiserie	4,7	5,4	5,7	6,0	5,9	6,1	6,1	5,8	5,7	5,7	5,9	6,0	5,9	5,9	5,8	6,1	6,0	5,5	5,5	5,7	5,6
TOTAL	6,4	6,9	7,0	7,5	7,3	7,4	7,3	6,9	6,8	6,8	7,0	7,1	7,1	7,0	6,9	7,1	7,1	6,8	6,7	6,8	6,8
Condiments et sauces	1,0	1,3	1,5	1,8	1,9	1,8	1,8	1,8	2,2	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0	2,1	2,2	2,2	2,0	2,2	2,1	2,1
Plats préparés, soupes, ...	2,6	4,4	5,9	6,3	6,1	7,5	7,5	7,6	7,5	8,2	8,3	8,0	8,3	8,5	8,2	7,9	8,1	8,2	7,6	7,6	8,0
Aliments n.d.a	0,3	0,9	0,3	0,7	0,5	0,7	0,6	0,8	0,8	1,0	0,9	1,2	1,2	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,1	1,4	1,7
TOTAL	4,0	6,6	7,7	8,8	8,5	10,1	9,9	10,3	10,6	11,3	11,3	11,3	11,5	11,5	11,4	11,3	11,5	11,7	10,9	11,1	11,8

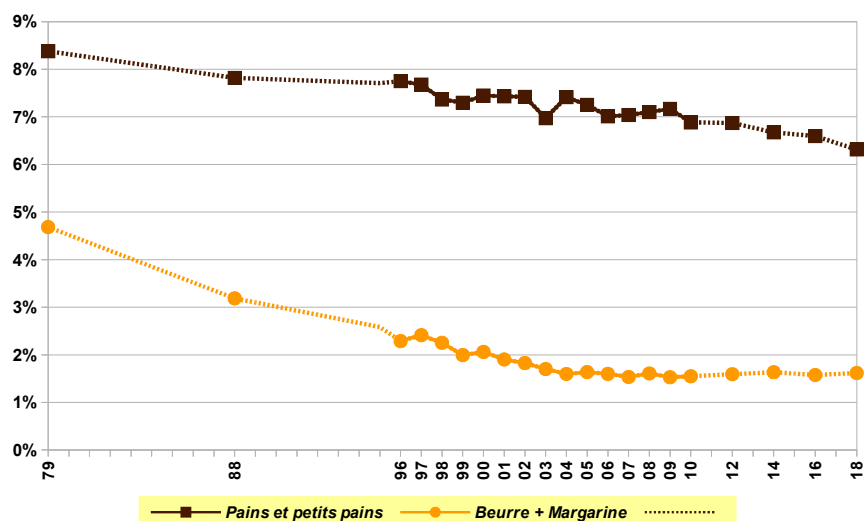
Source : Stat.Bel – Calculs et estimations : IDD

Parts de la viande et des produits à base de viande dans le total des dépenses alimentaires – en %



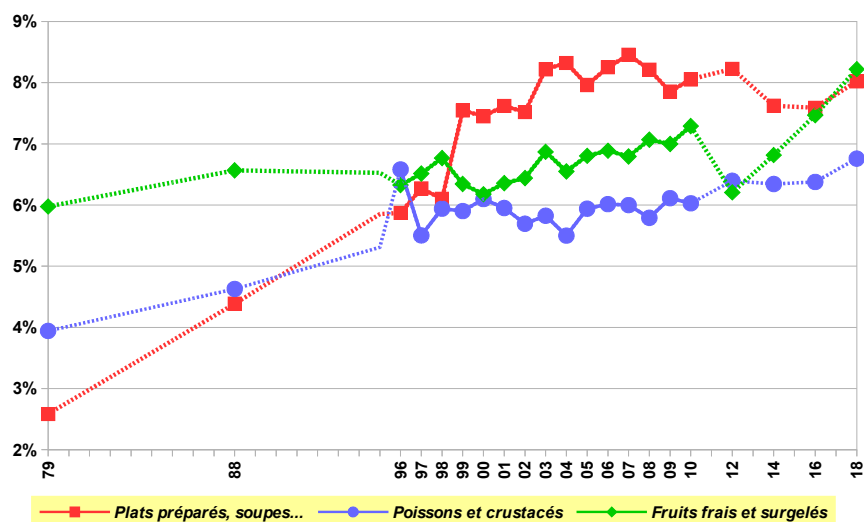
Source : Stat.Bel – Calculs et estimations : IDD

Parts du pain et petits pains et du beurre et de la margarine dans le total des dépenses alimentaires – en %



Source : Stat.Bel – Calculs et estimations : IDD

Parts des plats préparés/soupes, des produits de la mer et des fruits dans le total des dépenses alimentaires – en %



Source : Stat.Bel – Calculs et estimations : IDD

Les prix alimentaires depuis 1996

On a été longtemps habitués à une baisse structurelle des prix relatifs des produits alimentaires.

Mais des inflexions sont apparues depuis 2000, en particulier au cours des années 2005-2012 qui ont enregistré des hausses significatives des prix d'une série de produits emblématiques. Ont, par exemple, vu leur prix augmenter plus vite que la moyenne des prix (moyenne globale, pas uniquement les produits alimentaires) : les pommes de terre, le beurre, les œufs, les farines, le pain et le lait. Par contre pour la viande de porc et le yaourt les prix ont évolué au même rythme que la moyenne des prix.

Les deux graphiques de la page suivante permettent de suivre les fluctuations des prix des produits considérés entre 1996 et 2020 (deux premiers mois).

Ces produits emblématiques ne donnent bien sûr qu'une image partielle des évolutions des prix alimentaires. Mais au total, on constate – voir tableau – que les prix alimentaires ont augmenté de 9% de plus que la moyenne des prix entre 1996 et 2020 (2 premiers mois).

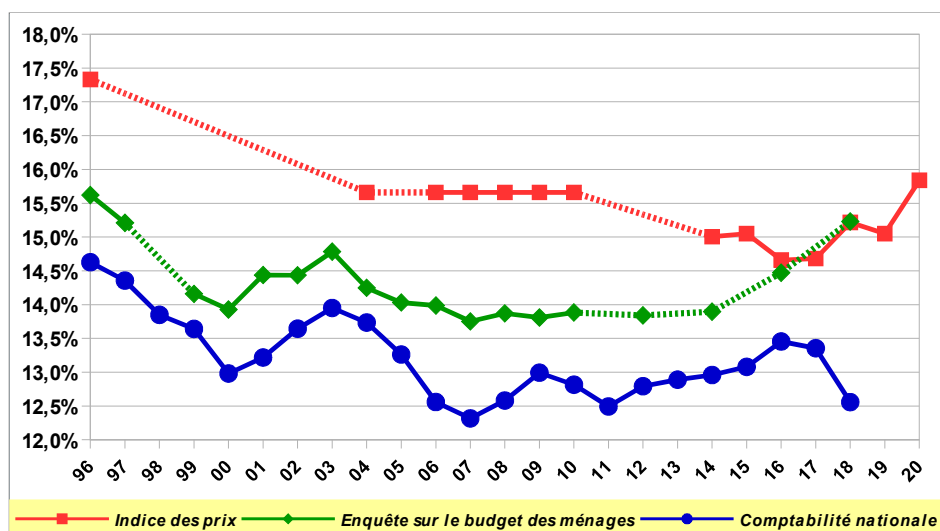
Évolution des prix des grandes catégories alimentaires – 1996/début 2020 – 1996=100

	A prix courants	A prix constants
Pain et céréales	178,9	119,2
Viande	155,8	103,8
Poisson et fruits de mer	200,5	133,5
Lait, fromages et oeufs	150,8	100,4
Huiles et graisses	181,7	121,0
Fruits	155,9	103,8
Légumes	156,6	104,3
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	168,8	112,4
Total	164,2	109,3

Sources : NBB.Stat et Stat.bel – Calculs et estimations : IDD

Les unes dans les autres, ces évolutions aboutissent à ce que la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages remonte au cours de ces dernières années ; en témoignent en tout cas la hausse de la pondération des produits alimentaires dans l'indice des prix à la consommation et dans les résultats de l'Enquête sur le budget des ménages.

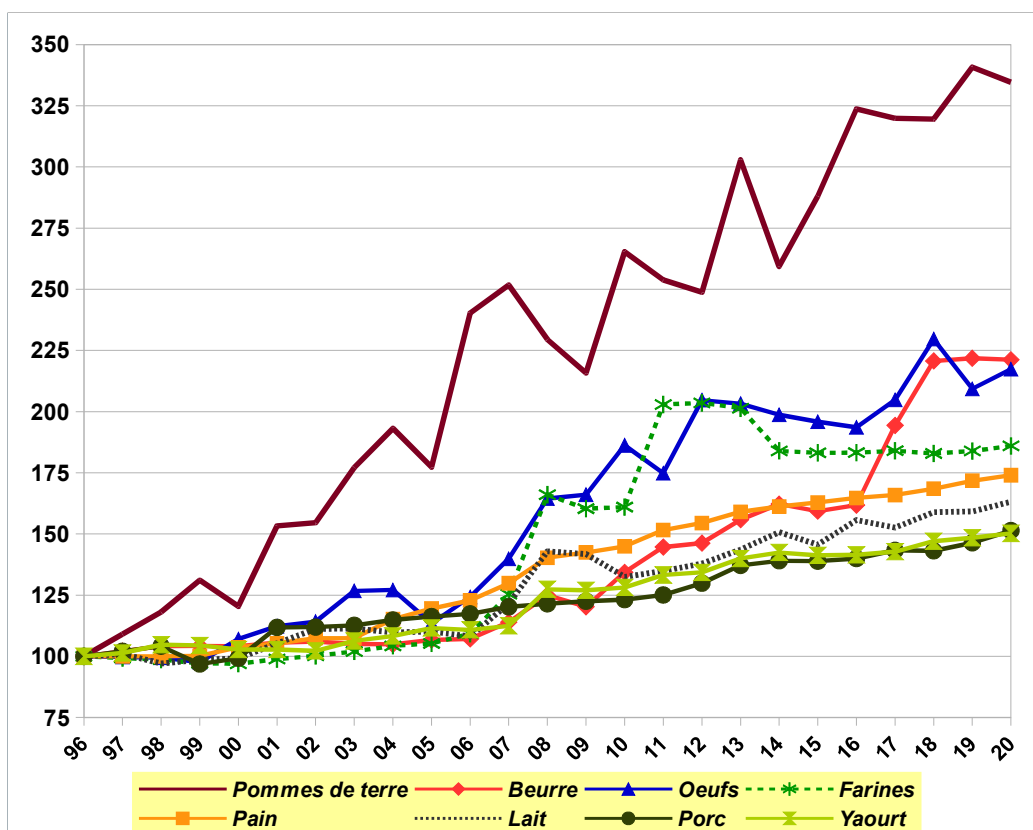
Part des dépenses alimentaires dans le total de la consommation des ménages (hors loyers imputés) Indice des prix, Enquête sur le budget des ménages et Comptabilité nationale – 1996-2020



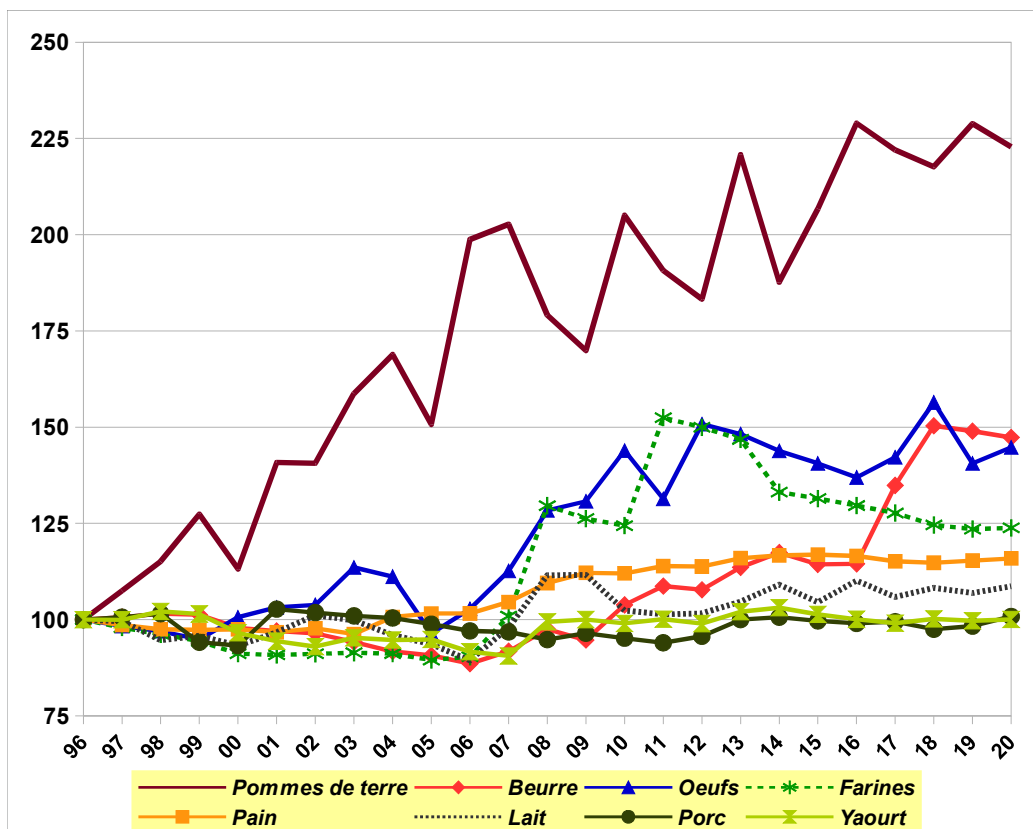
Sources : NBB.Stat et Stat.bel – Calculs : IDD

Évolution des prix de quelques consommations emblématiques – 1996/début 2020 – 1996=100

A PRIX COURANTS



A PRIX CONSTANTS



Sources : NBB.Stat et Stat.bel – Calculs et estimations : IDD

Une brève note sur les quartiles

Contrairement à ce qui est souvent avancé, la part des dépenses alimentaires dans le total des dépenses des ménages ne bouge quasiment pas d'un quartile à l'autre, comme le montre le tableau suivant (elle décroît bien sûr relativement aux revenus). Par contre, la part des achats alimentaires indirects, via les repas à l'extérieur ou livrés à domicile, augmente avec les revenus.

Plus étonnant encore, la structure des dépenses alimentaires (les 9 grandes catégories habituelles) varie très peu d'un quartile à l'autre. Ceci dit, quand on va dans le détail – on le fait ici pour les dépenses en « pains et petits pains » et celles de « lait frais » (voir partie inférieure du tableau suivant) -, on peut observer des différences plus marquées dans les comportements des ménages suivant le quartile.

Les dépenses alimentaires par quartile – Enquête sur le budget des ménages – Moyenne 2016-2018

Catégories	Total	Q1	Q2	Q3	Q4
Produits alimentaires en % des dépenses globales	12,4%	12,0%	12,4%	12,0%	12,7%
Repas pris à l'extérieur/livrés au domicile en % des dépenses globales	4,5%	2,9%	4,0%	4,7%	5,2%
Structure des dépenses alimentaires – total = 100%					
PAINS ET CÉRÉALES	18,5%	18,5%	18,2%	18,0%	19,0%
VIANDE	24,0%	24,2%	24,4%	24,8%	23,1%
POISSONS ET CRUSTACÉS	7,1%	7,0%	7,6%	6,9%	7,1%
LAIT, FROMAGE, ŒUFS	12,8%	12,4%	12,8%	12,7%	13,1%
HUILES ET GRAISSES	2,9%	3,6%	3,3%	2,8%	2,4%
FRUITS	9,1%	9,7%	9,2%	8,6%	9,1%
LÉGUMES	12,1%	12,4%	12,2%	11,9%	12,0%
SUCRE, CONFITURE, MIEL, CHOCOLAT ET CONFISERIE	6,8%	6,4%	6,6%	7,0%	7,0%
AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	6,7%	5,7%	5,8%	7,3%	7,2%
Structure des dépenses en "pains et petits pains" – total = 100%					
Pain blanc	19,1%	24,2%	21,4%	19,6%	15,5%
Pain (semi-)gris, pain complet, pain multi-céréales, pain d'abbaye	33,5%	34,4%	35,0%	33,6%	32,2%
Pain spécial (cognou, pain au lait, pain aux noix, pain toast, pain marocain ou turc, sans gluten)	7,5%	6,1%	6,8%	7,6%	8,3%
Baguette, ciabatta, pain ficelle...	9,7%	8,8%	9,4%	9,6%	10,4%
Petit pain, pistolet, sandwich	23,8%	17,2%	20,2%	23,5%	28,6%
Cramique, craquelin	2,2%	2,8%	2,5%	2,0%	1,8%
Autres	4,3%	6,3%	4,7%	4,1%	3,3%
Structure des dépenses en lait frais – total = 100%					
Lait frais entier	35,4%	49,2%	38,9%	33,0%	29,8%
Lait frais à faible teneur en matière grasse	64,6%	50,8%	61,1%	67,0%	70,2%

Source : Stat.Bel – Calculs : IDD

Et la suite ?

Cette Analyse est basée sur les données rassemblées pour un exposé sur les dépenses alimentaires des belges, qui était programmé pour la mi-mars. Crise sanitaire aidant cet exposé n'a évidemment pas eu lieu.

Les bouleversements importants que cette crise apporte et apportera encore dans les mois et années à venir en matière de consommations alimentaires m'ont d'abord donné à penser que mettre en forme les informations rassemblées n'avait plus tellement de sens.

Ce qui m'a malgré tout convaincu de le faire c'est que la nature et l'ampleur de ces changements pourront être mieux appréhendées sur base des tendances passées. Et la principale dans cette perspective est que la part des dépenses alimentaires dans les dépenses des ménages était, déjà avant la crise, appelée à augmenter.

Quant aux évolutions de la structure des dépenses alimentaires il est évidemment trop tôt pour savoir celles qui, le cas échéant, connaîtront des points d'inflexion et/ou des accélérations.

Ceci dit, une fois de plus on constate que l'appareil statistique belge manque d'ambition pour suivre au plus près ce qui sera un enjeu socio-économique majeur de la période qui s'est ouverte avec la crise sanitaire ; illustrations :

- beaucoup de données sont au main du secteur privé (Nielsen, GfK³...) ; des modalités devraient être trouvées pour mettre d'avantage ces données au service de la collectivité (décideurs politiques et recherches socio-économiques) ; Philippe Baret ne dit rien d'autre : « En fait, nous ne sommes pas fort éclairés (sur l'approvisionnement alimentaire) parce qu'une grosse partie de nos approvisionnements alimentaires sont privatisés. Et donc, il y a peu de données qui permettent de savoir exactement ce qu'on importe et ce qu'on exporte. Ces données là sont très peu disponibles. »⁴
- des données pertinentes sont disponibles mais pas publiées ; elles devraient l'être bien sûr ; je pense par exemple aux détails de la consommation alimentaire dont dispose l'Institut des Comptes Nationaux ;
- les indices de prix proposés par Stat.Bel⁵ sont, pour la partie alimentaire, moins détaillés que précédemment ; voici, pour illustrer ce constat, les indices disponibles pour la rubrique « Pain et céréales » en 1996 et en 2013 (tableau ci-après) ; suite à un changement de méthodologie les prix moyens ne sont plus disponibles non plus ; et ne l'ont jamais été des indices plus « subtils », par exemple les (éventuelles) différences d'évolutions, pour un même type de produit, des prix des marques distributeurs versus les prix des grandes marques ; ces manques handicapent fortement la possibilité de comprendre ce qui se passe dans la distribution ; illustration : le graphique du haut de la page, établi sur des données malheureusement non actualisables, montre comment ont évolué les prix respectifs des yaourt nature et des yaourts aux fruits entre 1974 et 2005 ;

Indices des prix disponibles pour la rubrique « Pain et céréales » – IPC 1996=100 et 2013=100

Indice 1996	Indice 2013
Rizen sachets cuiseurs	Riz
Farine boulangère	Farines et autres céréales
Spaghetti	Pain
Pain spécial 400 g	Autres produits de boulangerie
Pain spécial 800 g	Pizza et quiche
Pain gris 800 g	Pâtes alimentaires et couscous
Cramique	Céréales du petit déjeuner
Petit pain dit pistolet	Autres produits à base de céréales
Tarte au riz	
Gâteau moka	
Éclair	
Carre glace	
Biscuits	
Spéculoos	
Couque suisse	
Gaufre de Liège	
Crème instantanée a froid	
Cornflakes	
Pizza	

Source : Stat.Bel

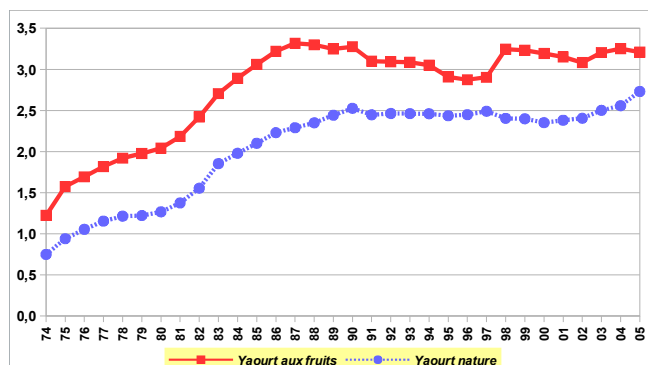
3 Voir, par exemple : <http://etat.environnement.wallonie.be/contents/indicator sheets/MEN%206.html>

4 Philippe Baret, « COVID-19: Philippe Baret : *Il faut réfléchir à une souveraineté alimentaire qui évite l'identitaire et le repli sur soi.* », Interview, Etopia, 16-04-2020 (<https://etopia.be/covid-19-philippe-baret-il-faut-reflechir-a-une-souverainete-alimentaire-qui-evite-lidentitaire-et-le-repli-sur-soi>)

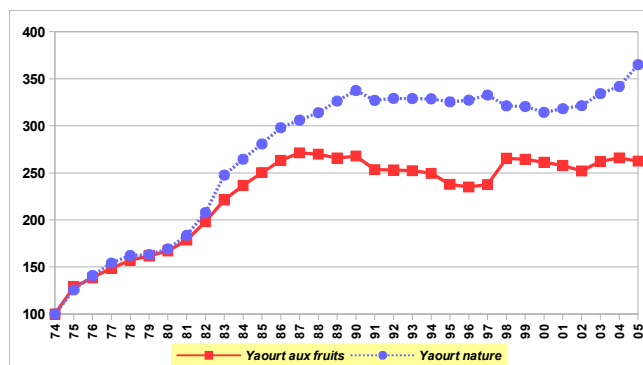
5 Voir : <https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/Consumptieprijzen/3.1%20Consumptieprijzen/Indexen%20per%20productgroep%20vanaf%202006.xls>

Les prix des yaourts aux fruits et des yaourt nature – 1974-2005

PRIX MOYEN AU KG



INDICES 1974=100

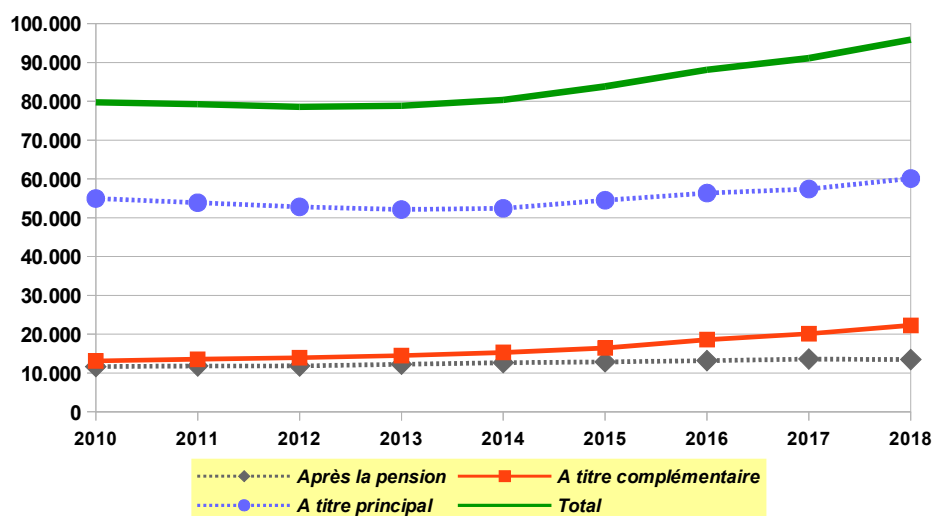


Source : Stat.Bel – Calculs et estimations : IDD

- les Enquêtes sur le budget des ménages ne se font plus que tous les deux ans et on peut avoir des doutes sur certains ordres de grandeur qui en découlent ; illustrations : si l'on en croît les résultats des récentes Enquêtes sur le budget des ménages, la consommation alimentaire totale à prix courants aurait baissé de 1,8 % entre 2014 et 2016 (la Comptabilité nationale donne une hausse de 10,1%) et augmenté de 10,9% (!) entre 2016 et 2018 (+0,2% pour les comptes nationaux) ; les intervalles de confiance quand on détaille les résultats, par exemple en quartiles de revenus, sont probablement trop élevés pour capter avec plus ou moins de certitude des évolutions propres à certaines catégories de ménages ; il faut aussi améliorer la connaissances des achats alimentaires des plus pauvres, ce que ne permet l'Enquête sur le budget des ménages ;
- enfin, on manque de données et d'études qui permettent d'appréhender de manière plus fine ce qui bouge sur le terrain, par exemple l'évolution des activités de maraîchage en lien avec le développement des circuits courts ; peut-être faudrait-il également ressusciter, en l'adaptant bien sûr, le Panel de consommation de l'Institut économique agricole ⁶ et en connaître plus sur les quantités physiques (ex : calories) des consommations alimentaires des belges.

Pour le reste et pour la suite, on verra. Mais ce dernier graphique (voir ci-dessous), qui indique que pour la première fois depuis des dizaines d'années l'emploi indépendant augmente dans le secteur agricole, est le signe que cela bouge sur le terrain, voire un signe d'espoir.

Emploi indépendant dans l'agriculture – 2010-2018 (31 décembre)

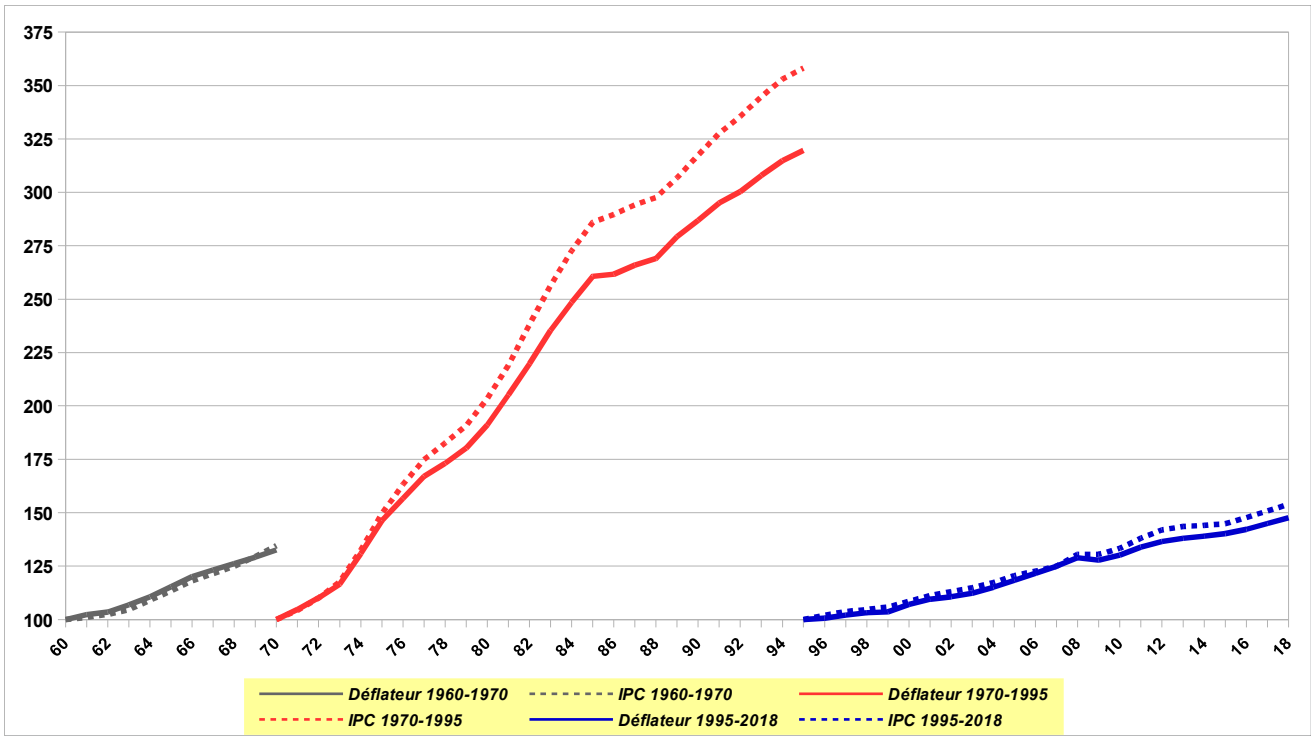


Source : INASTI – Calculs et estimations : IDD

6 Ce panel a été abandonné en 1991. Voir : https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/84576/1/Vers_pol_qualit%C3%A9.pdf

Annexe

Déflateur de la consommation privée et Indice des prix à la consommation – 1960-2018



Sources : NBB.Stat et Stat.Bel – Calculs et estimations : IDD